

nature telle qu'une union générale serait d'une nécessité absolue. Plusieurs explorations ont prouvé qu'un chemin de fer serait parfaitement praticable dans tout son parcours," etc., etc.

Voici enfin le chemin de fer intercolonial ! Ainsi, comme il est facile de le voir, lord DURHAM, du commencement à la fin de son rapport, prêche en faveur de la confédération qu'on est à la veille de nous imposer. Mais avant lord DURHAM le juge SEWELL, en 1814, avait exprimé une opinion à peu près semblable à celle du noble lord, et en 1839 on a tracé tout le plan de confédération actuel. L'hon. député de Montmorency a prétendu que lord DURHAM s'était trompé ; mais moi je trouve qu'a.1 nombre des reproches qu'on doit faire aux confédérandaes, on devrait y ajouter celui de ne pas avoir donné crédit à lord DURHAM de son œuvre et de n'avoir pas signé sur le projet de confédération qui nous est maintenant soumis : vraie copie du projet de lord DURHAM, tel qu'exposé dans son rapport au gouvernement britannique. (Écoutez ! écoutez !) On nous a parlé également de la nationalité canadienne-française. Lord DURHAM en parle aussi dans son rapport, et voici comment :—

" L'erreur du Bas-Canada consiste surtout dans ce vain effort de conserver une nationalité canadienne-française au milieu des États et colonies anglo-américains. "

Quand parle-t-on d'imposer une nouvelle nationalité, si ce n'est quand on veut ravir à un peuple celle qu'il possède déjà. On s'y opposera, j'espère, car autrement, M. l'ORATEUR, je ne pourrais comprendre la logique des hon. députés qui déclarent emphatiquement y tenir à tout prix. Je sais bien qu'on ne change pas la nationalité d'un peuple par un simple acte de législation ; mais pourquoi nous créer ainsi des entraves ? pourquoi subir un joug tyrannique quand il n'y a pas de raison légitime pour nous y contraindre ? Une autre considération qui me fait espérer à juste titre, je pense, que l'œuvre de destruction projetée ne s'accomplira pas de suite au gré des membres de l'administration, c'est qu'on réussit difficilement à ostraciser un peuple qui compte au-delà d'un million d'habitants. L'exemple de la Belgique est là pour nous le prouver, ainsi que la Grèce qui, après trois siècles de tyrannie et d'oppression, se dressait fièrement et s'écriait : " Nous sommes encore Grecs ! " J'ai confiance donc qu'à leur exemple et en dépit de toutes les constitutions qu'on nous prépare, de toutes les vexations auxquelles

on veut nous soumettre, nous pourrons, nous aussi, sortir triomphants de ces épreuves et nous écrier : Nous sommes encore Canadiens-Français ! (Écoutez ! écoutez !) Les membres de l'administration, surtout ceux du Bas-Canada, devraient, dans notre intérêt comme dans le leur, ne pas oublier qu'une génération qui rompt avec les générations qui l'ont précédée, court risque d'être reniée par les générations qui doivent suivre ; que l'existence sociale ne se concentre pas dans une seule époque ; que du présent elle reflue dans le passé.....elle reflue aussi dans l'avenir. Ces messieurs feraient bien de réfléchir à cela avant de nous imposer la question pratique de lord DURHAM. Passant maintenant, M. l'ORATEUR, à la question financière, je regrette de ne pas partager l'opinion de l'hon. député de Dorchester (le solliciteur-général pour le Bas-Canada), qui prétend avoir donné à ce sujet une opinion officielle. Bien qu'il ait affirmé avoir puisé aux sources authentiques, les résultats qu'il a obtenus par son calcul diffèrent de ceux que j'ai obtenus moi-même en me basant sur les chiffres qui lui ont servi pour établir la proposition. Il a prétendu que nous aurions un excédant de \$200,000.

M. J. B. E. DORION—Et il a ajouté que nous pourrions les prêter.

M. PAQUET—Je vais maintenant soumettre à cette hon. chambre un tableau des dépenses que devra encourir le gouvernement local du Bas-Canada :—

Administration de la justice.....	\$364,785
A déduire—le salaire des juges.....	50,000
	<hr/>
Education.....	\$314,785
Institutions scientifiques.....	264,000
Hôpitaux et charités.....	5,900
Bureau des arts.....	124,947
Agriculture.....	3,500
Réparations et édifices publics.....	50,000
Colonisation et chemins.....	15,000
Mesureurs de bois.....	113,000
Contingents de bureaux et autres contingents.....	35,000
Travaux publics.....	77,000
Glacières.....	30,000
Arpentage.....	15,000
Prisons et cours.....	30,000
Terrain de la chambre.....	10,500
Législation.....	4,444
Gouvernement exécutif.....	200,000
Départements publics.....	100,000
Terres publiques.....	100,000
Publication des lois.....	37,000
Élections.....	20,000
Police riveraine.....	15,000
Imprévus.....	30,000
	<hr/>
	10,000